

Symposium sur les données pour l'impact du PPA

Discussion sur la mise en œuvre et l'évaluation du microcrédit conditionnel pour les mineurs artisanaux et à petite échelle avec Jihae Hong

Participant 1 : C'est une excellente initiative que vous avez entreprise, en utilisant le microcrédit pour aider les personnes à comprendre que ce type d'économie est très différente pour ces personnes. Ça m'a rappelé un livre intitulé *Poor Economics*.

Jihae : En fait, c'est notre réalité. L'organisation avec laquelle nous travaillons en Sierra Leone et au Libéria. C'est une IPA, elle utilise ces méthodes qui sont décrites dans *Poor Economics* pour tester les politiques et les programmes. Nous voulons être en mesure de les utiliser. Mais nous n'en sommes qu'aux premières étapes de ce projet où nous voulons vérifier qu'un produit utilisé peut offrir de meilleures conditions et peut apporter un plus au modèle de financement qui existe actuellement.

Participant 2 : Merci pour votre présentation. Je pense que vous pourriez parler à d'autres personnes qui ont travaillé sur le financement dans le contexte de la mine artisanale et à petite échelle. Il y a déjà eu du travail effectué en Amérique du Sud, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale autour de l'inclusion financière, cherchant à aborder les questions que vous explorez. En commençant par le Mali, je pense que peut-être une partie de cette vision est que si vous la rendez conditionnelle à la réalisation de certaines normes, les normes sont en fait très difficiles à respecter par les mineurs eux-mêmes.

Et il y a de nombreux obstacles. Si un acteur illégal ou un acteur unique préfinance l'or sans conditions, c'est déjà une énorme incitation. Il faut également tenir compte des marges, car les charges administratives et fiscales, en particulier dans certains pays, font que les marges peuvent même être négatives si vous utilisez les voies légales. Pour encourager les mineurs artisanaux à vendre légalement et essayer de les inciter à le faire alors que cela coûte en fait plus cher, et ensuite rendre cela conditionnel, cela peut être très difficile. Il y a le respect des normes qui est difficile. Mais il y a aussi le fait que vous êtes en concurrence avec le marché informel qui n'offre pas la moindre condition. Je pense qu'il y a de nombreuses informations que vous pourriez vouloir explorer dans votre phase de conception.

Jihae : J'apprécie vos commentaires. Je pense que, d'une certaine manière, la conditionnalité est intéressante et c'est un élément que nous voulons explorer. Je pense qu'en ce qui concerne la première question, ce à quoi vous voulez en venir, c'est : pouvez-vous réellement offrir de meilleures conditions, des conditions de prêt, que les prêteurs informels ? Et, en fait, nous ne sommes pas sûrs que ce soit le cas.

Je comprends que l'imposition de conditions et leur suivi sont très coûteux. La première question est de savoir s'il est possible réellement d'offrir de meilleures conditions. Et les prêteurs informels qui travaillent dans cet espace sont considérés comme des exploités mais ne le sont peut-être pas. La deuxième question est la suivante : quel est le coût supplémentaire pour les mineurs et pour l'institution financière de vérifier ces conditions et de les inclure dans le prêt ? Il est difficile de concurrencer les prêteurs informels lorsqu'ils ne sont soumis à aucune contrainte.

Participant 2 : Oui. Je vous encourage à consulter Doris Buss et ses partenaires universitaires qui travaillent depuis longtemps sur la mine artisanale et à petite échelle. Vous pouvez également consulter le rapport Just Gold de la RDC, qui est également adapté à la Côte d'Ivoire, parce que, par exemple, nous avons examiné les incitations au fil du temps, ce qui motive les mineurs et ce qui ne les motive pas, et des éléments comme les prix réels. La transparence est en fait parfois plus importante et constitue une motivation plus grande pour garantir qu'ils ne sont pas perdants. Mais en ce qui concerne les négociants, j'aime la façon dont vous l'avez formulé en termes de conditions de prêt qui pourraient en fait ne pas toujours être considérées comme favorables par les prêteurs informels parce qu'ils utilisent aussi l'or comme argent liquide.

Et ils sont souvent des intermédiaires, essentiellement des recycleurs, qui prennent l'or de la communauté. Ils l'échangent contre des dollars américains ou des produits de base, puis font circuler ces produits de base dans des communautés qui n'ont peut-être pas accès à l'argent ou aux produits de base. Ils se rendent dans une ville voisine, encaissent leur or et achètent un camion d'huile de palme et d'essence qu'ils ramènent dans la communauté. Ils jouent un rôle qui va bien au-delà de simples prêteurs. Ce sont essentiellement des négociants en matières premières pour des communautés désespérées. Ainsi, les communautés peuvent avoir une bonne relation avec eux ou au contraire une relation terrible. Cela dépend de la nature de ces relations. Mais j'aime l'idée d'examiner cette relation d'une manière plus nuancée que de supposer que les prêteurs sont de mauvais acteurs. Je pense que c'est une considération importante.

Je pense qu'il y a tout un travail émergent autour de cela, aussi, en Côte d'Ivoire. Cela pourrait être potentiellement intéressant. Je suis convaincu que les négociants doivent faire partie de la solution et ne pas être mis de côté, car ils deviennent aussi problématiques. Il est impossible de mettre à l'échelle l'un de ces systèmes ou l'une de ces opérations sans la participation des négociants, car ce sont eux qui gèrent les affaires dans leur secteur.

Jihae : Vous avez soulevé des questions sur le prix de l'or à plusieurs reprises. Y a-t-il une raison, dans les travaux déjà effectués, pour laquelle cela est important ? Par exemple, pourquoi avez-vous imposé une exigence sur la façon dont les mineurs vendent leur or ?

Participant 2 : Nous étions impliqués et sommes toujours impliqués dans un programme de traçabilité et de diligence raisonnable dans le cadre duquel nous essayons de créer des incitations pour que les mineurs vendent via des canaux légaux conformément aux normes et aux règlements. La transparence des prix est importante parce que les négociants informels et illégaux semblent parfois offrir un prix plus élevé, mais ils trichent en fait sur la façon dont ils utilisent leurs balances, mais aussi parce que le prix au comptant de l'or est extrêmement élevé, en général, parce qu'il a cette utilité monétaire en tant que monnaie locale. Vous travaillez donc dans une économie faussée pour essayer d'inciter les mineurs à changer leur comportement.

Dans la plupart des contextes pour l'or issu de la mine artisanale et à petite échelle en Afrique, offrir une prime, par exemple, est difficile parce que les marges sont très faibles. Si le marché n'a pas beaucoup d'appétit ou ne peut pas proposer de primes importantes, ce serait peut-être le point de basculement pour encourager les mineurs à vouloir vendre légalement. Il faut chercher d'autres moyens de réduire les coûts au niveau local et réfléchir à l'identité de la concurrence et à la manière d'uniformiser les règles du jeu plutôt que d'attendre du marché international qu'il paie 20 % de plus que le prix sur place, par exemple.

Participant 1 : Jihae, vous avez indiqué que vous avez travaillé avec Darin Christensen sur ce projet. Je suis curieux de savoir comment cette idée a été lancée, car je me souviens que vous aviez travaillé auparavant

avec IPIS, en examinant les programmes de diligence raisonnable et si ceux-ci contribuaient réellement à réduire les activités commerciales, le nombre de groupes armés et la stabilité dans la région. Mais il semble que ce soit un nouveau projet que je vois pour la première fois.

Jihae : Oui, nous travaillons avec Darin et Graeme ici à UCLA. Une raison pour laquelle notre travail a commencé est que beaucoup de nos partenaires initiaux sont basés en Afrique de l'Ouest. Graeme et Darin avaient déjà travaillé dans la région. Darin a beaucoup travaillé en Sierra Leone avant même de rejoindre le PRG. Il en va de même pour Graeme, qui travaille au Nigeria depuis un certain temps. C'est plutôt le travail que nous avons effectué avec IPIS et Ulula sur le rapport de diligence raisonnable qui est différent. On a fait appel à nous parce que nous avons une expertise en matière de méthodes de recherche, et ils cherchaient à savoir comment construire un meilleur groupe de comparaison avec les données dont ils disposaient, et à solliciter nos conseils sur la manière de procéder à l'échantillonnage de données à collecter pour ce rapport. Mais ce n'est pas que nous nous concentrons sur la diligence raisonnable comme principal sujet d'intérêt.

Participant 1 : Apple a également cité le travail que vous avez effectué avec IPIS dans son rapport sur les minerais issus de zones de conflit. Il semble donc qu'Apple soit également très heureux de voir l'impact immédiat.

J'ai trouvé que l'étude était incroyablement utile pour les personnes de la communauté des minerais issus de conflits et pour le travail que vous effectuez actuellement. C'est comme ce que j'avais mentionné précédemment dans le cadre de *Poor Economics*. Est-ce quelque chose qui nécessiterait une infrastructure établie pour aller de l'avant, ou est-ce déjà en cours ? Vous avez dit que vous n'étiez pas sûr que ces prêts soient aussi avantageux que ceux disponibles sur le marché informel.

Jihae : En ce moment, nous mettons en place une infrastructure sur le terrain afin de pouvoir collecter des données pour répondre à cette question. Nous faisons généralement nous-mêmes le travail de collecte des données et c'est l'expertise que nous apportons. Nous espérons commencer à collecter ces données en août. Et oui, nous avons l'infrastructure de recherche pour pouvoir le faire. Nous travaillons principalement avec des données collectées par nos soins et non avec des données administratives. Comme nous avons déjà travaillé en Sierra Leone avec différents partenaires de recherche et aussi avec des agences gouvernementales, nous avons des contacts et des partenaires dans le pays pour pouvoir effectuer ce travail. En ce qui concerne Apple, je pense qu'Apple a commandé une étude sur laquelle nous avons travaillé avec IPIS et Ulula.

Je pense que l'objectif de cette étude était d'examiner l'impact des efforts de diligence raisonnable au niveau communautaire. Il n'est pas surprenant qu'ils l'aient citée, car je pense qu'ils cherchaient à comprendre ces effets et ont commandé l'étude pour mieux comprendre ces effets.

Participant 3 : Vous avez beaucoup parlé des entretiens et des discussions avec les mineurs que vous avez menés pour définir la structure de l'étude. Mais il semble que les promoteurs jouent un rôle clé dans le financement. Dans quelle mesure avez-vous pu échanger avec eux sur la nature du financement qu'ils accordent, étant donné le caractère risqué de l'investissement. Il est évident qu'ils n'admettront pas qu'ils exploitent parce qu'ils ont accès au crédit, mais il s'agit simplement de se faire une idée du risque.

Jihae : Une grande partie des informations que nous avons présentées ici proviennent de conversations avec les régulateurs gouvernementaux et les mineurs. Mais nous avons entendu des anecdotes selon lesquelles, évidemment, les exportateurs ne se considèrent pas comme des exploités. Ils ont l'impression de travailler dans un espace très risqué financièrement. Et ce sont les données que nous espérons recueillir

en août. Notre première collecte de données se fera auprès des promoteurs et nous corroborerons également les informations par des entretiens avec les mineurs. Nous voulons comprendre non seulement le profil des mines qui ont été soutenues avec succès, mais aussi toutes les mines soutenues mais qui n'ont pas connu de résultat positif afin de comprendre à quel point le financement de ces opérations aurifères artisanales est risqué.

Cette approche en deux volets propose 1) un système de microcrédit auquel peuvent accéder les mineurs qui remplissent des conditions liées à la formalisation et/ou à la conformité réglementaire, et 2) un outil de mesure pour évaluer le système de microcrédit conditionnel, y compris des instruments de collecte de données et un essai de contrôle aléatoire.



Jihae Hong est la directrice générale du Projet sur les ressources et la gouvernance. Elle travaillait auparavant pour Innovations for Poverty Action, où elle a mis en place le programme national du Myanmar et supervisé un portefeuille d'évaluations d'impact sur les droits fonciers, les transferts monétaires nutritionnels, l'enseignement professionnel et les technologies de l'information et de la communication au Myanmar et en Mongolie. Jihae est titulaire d'une licence en mathématiques et d'une maîtrise en méthodes quantitatives en sciences sociales.